

Tribune politique de Raymond Thevenin: le marché commun agricole (RTL, 13 décembre 1963)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Négociations de Bruxelles sur le MC / RAYMOND THEVENIN, Georges Broussine.- Paris: RTL [Prod.], 13.12.1963.
RTL, Paris. - SON (00:11:59, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL:

http://www.cvce.eu/obj/tribune_politique_de_raymond_thevenin_le_marche_commun_agricole_rtl_13_decembre_1963-fr-f065daed-cfc7-413a-86a4-3c97ce342e57.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Tribune politique de Raymond Thévenin: le marché commun agricole (RTL, 13 décembre 1963)

[André Lang] Ce soir donc la tribune politique de Radio Luxembourg réunit autour de Raymond Thévenin trois de nos confrères de la presse écrite, Georges Broussine de « La Nation », Jean Ferniot de « L'Express » et Denis Baudouin du journal « L'Indépendant ». Sujet : la semaine politique, en l'occurrence, les négociations de Bruxelles.

[Raymond Thévenin] En effet, ce sont les négociations de Bruxelles qui ont tenu évidemment la vedette toute cette semaine dans la politique et je crois que nous ne pouvons pas faire autrement que d'en parler ce soir. Tout le monde d'ailleurs se demande si le Marché commun va éclater ou non. Georges Broussine.

[Georges Broussine] Et bien, il me semble que tout cela dépend des Allemands. En effet, la négociation est difficile, mais on a l'impression, depuis que les ministres de l'Agriculture se sont retrouvés à Bruxelles au début de cette semaine, que la délégation allemande, d'abord sans instructions, ensuite en l'absence du ministre de l'Agriculture, faisait un certain effort pour freiner cette négociation, d'ailleurs très difficile. Cependant, il faut bien dire qu'il nous reste encore une quinzaine de jours avant le 31 mai. 31 mai...le 31 décembre ! Le 31 décembre, c'est la date qui a été décidée pour la conclusion de trois règlements agricoles et du règlement financier le 9 mai dernier par les six partenaires du Marché commun. Il n'y a après tout aucune raison de penser que la République fédérale et les autres partenaires du Marché commun ne tiendront pas leurs engagements. Toutefois, je vous signale que la négociation nous paraît extrêmement difficile.

[Raymond Thévenin] Pourquoi alors tout le monde parle-t-il de rupture ? Jean Ferniot.

[Jean Ferniot] Je ne sais pas si tout le monde parle de rupture. Ce qui me paraît à peu près certain, c'est que la France peut difficilement mettre à exécution la menace qu'elle a brandie. Car ceci est ressemblant à la force de dissuasion : tout va bien à condition que tout le monde sache qu'on ne s'en servira jamais. Je ne vois pas comment la France pourrait, sous prétexte que la date fixée par le chef de l'État est atteinte, en conclure – si les négociations n'ont pas à ce moment-là abouti ou même quelques jours plus tard puisqu'on retarderait la pendule – en conclure que tout doit être brisé dans les efforts faits jusqu'à présent pour constituer l'Europe du Marché commun. Ce jour-là, en effet, le jour où la France prendrait cette initiative, nous verrions un certain nombre de pays – la Hollande, la Belgique, par exemple – courir à la Zone de libre échange que l'Angleterre leur offre, l'Allemagne rechercher des débouchés extérieurs sur le plan mondial dont elle se soucie déjà maintenant dans la négociation et la France se trouver isolée, c'est-à-dire faire la preuve aux yeux du monde que l'isolement est, et reste, sa politique. Du point de vue du chef de l'État qui se défend de rester isolé, cela me paraîtrait une absurdité. Et je ne le crois pas.

[Raymond Thévenin] Jean Broussine. ...attendez, vous protestiez, Broussine ?

[Georges Broussine] Je ne proteste pas, mais simplement je voudrais rectifier les propos de Ferniot. Il dit, menace brandie par la France, 31 décembre, menace brandie par la France. Pas du tout ! Il n'y a pas de menace brandie par la France, il y a eu une décision qui a été prise le 9 mai dernier par les Six. Et cette décision, je dois dire, d'en finir le 31 décembre de cette année avec les trois règlements agricoles et le règlement financier, cette décision a été entérinée par le chancelier Erhard au cours – entérinée...confirmé ! – au cours de son dernier passage à Paris il y a trois semaines. Comme en témoigne... et je pense, Jean Ferniot, que vous vous rappelez comme moi le communiqué qui a été publié à l'issue de cette réunion du chancelier Erhard avec le général de Gaulle, le communiqué stipule très nettement que les deux hommes d'État se sont mis d'accord pour régler les problèmes en suspens dans le domaine agricole à Bruxelles avant le 31 décembre.

[Jean Ferniot] Oui.

[Raymond Thévenin] Denis Baudouin.

[Denis Baudouin] Il est exact que dans les grandes réunions diplomatiques, on assiste à des retournements

spectaculaires et on peut penser que l'enjeu est tellement grand et la rupture serait tellement grave qu'avant le 31 décembre il y aura un accord. Cependant, je suis sans doute plus pessimiste que Ferniot, car tout se passe à l'heure actuelle comme si chacun des intéressés craignait la rupture et se mettait en position de force, pour parler vulgairement, pour faire porter le chapeau à l'autre. Car lorsqu'on regarde la situation des autres pays, de tous les pays qui participent au Marché commun...et de l'Amérique qui quand même plane sur ce Marché commun. Johnson pense à quoi ? Au Round Kennedy, et il faut pour lui avoir en face de lui une Europe la plus réceptive possible pour vendre ses marchandises. L'Angleterre rêve de la Zone libre-échangiste et espère ramener l'Allemagne vers elle. L'Allemagne bien entendu est sollicitée de toutes parts et pèsent aussi sur elle toutes sortes de problèmes stratégiques et de sécurité qui tout de même forment une ombre sur cette négociation. Et alors, reste la France. Alors la France se trouve indiscutablement dans une position technique bonne, mais il y a tout de même le passé des positions prises par le général de Gaulle. Positions politiques qui bien entendu ne mettent pas nos partenaires dans un état de bonne réceptivité. Et en plus, j'ajoute un dernier mot, Broussine, un dernier mot, c'est qu'on s'aperçoit que le général de Gaulle a tout joué sur la carte allemande en pensant enchaîner l'Allemagne à la France par l'axe Paris-Bonn et qu'on s'aperçoit tout à coup que l'Allemagne est en train tout de même de se dégager un petit peu de cet axe.

[Raymond Thévenin] Denis Baudouin, vous vous êtes adressé successivement à Ferniot et à Broussine, alors Ferniot ?

[Jean Ferniot] Et bien, Denis Baudouin disait à l'instant, parlait à l'instant d'épreuve de force, c'est en effet cela. Mais pourquoi cette épreuve de force ? Je rejoins ce qu'il a dit dans la deuxième partie de son exposé, c'est en effet, avant cette épreuve de force, une crise de confiance qui est établie actuellement entre les différents participants de la Communauté. Si à plusieurs reprises – et je ne parle pas seulement du passé immédiat mais du passé déjà lointain – si à plusieurs reprises, la politique du général de Gaulle n'avait pas tendu à faire croire aux Européens qu'il ne visait dans l'Europe qu'une Europe sous leadership français et non pas une Europe dans laquelle chaque partenaire serait participant d'une véritable collectivité, à partir de ce moment-là, une crise de confiance s'est établie. Aujourd'hui, dans quelle situation se trouvent les différents pays qui négocient à Bruxelles ? Dans la situation de partenaires qui sont sur le point de sauter le pas, car il est certain que si les négociations de Bruxelles aboutissent, c'est un pas très important vers l'Europe, mais vers quelle Europe ? Et c'est de cela qu'ils se soucient. À partir du moment où on ne leur offre qu'une négociation de donnant-donnant, où ce sont en effet des épreuves de force qui se succèdent et non pas, dans une atmosphère de confiance, des partenaires qui construisent ensemble quelque chose, il est normal que les discussions se placent sur le plan de la force et non pas sur celui de l'amitié.

[Raymond Thévenin] Georges Broussine.

[Georges Broussine] Et bien oui, moi, je suis un peu surpris de ce nouveau procès d'intention qui est une fois de plus fait au général de Gaulle et à sa politique.

[Denis Baudouin] Mais ce n'est pas un procès d'intention, ce sont des faits, Broussine.

[Georges Broussine] Mon cher Baudouin...

[Denis Baudouin] ...les textes sont là, prenez les conférences de presse du 14 janvier.

[Georges Broussine] Je ne vous ai pas interrompu tout à l'heure, alors faites-moi la grâce de me laisser parler quelques instants.

[Denis Baudouin] On vous la fait.

[Georges Broussine] Merci. Et bien, moi, je pense qu'on fait une fois de plus un procès d'intention, car, après tout, voyez les faits ! Ce sont les faits qui comptent. Aujourd'hui, De Gaulle propose la mise en œuvre du Marché commun agricole qui – De Gaulle et pas seulement De Gaulle, les partenaires de la France – propose la mise en œuvre du Marché commun agricole. Quelle Europe voulez-vous qui puisse exister, si elle ne comprend pas un Marché commun agricole ? Comme l'a déclaré le général de Gaulle au cours de sa

dernière conférence de presse, il est tout de même naturel que les pays européens consomment d'abord leurs propres produits agricoles avant de s'adresser à l'extérieur. C'est ça le problème ! Alors, pourquoi venez-vous parler d'intention, d'idéal ? Pourquoi croyez-vous que De Gaulle défend plus des intérêts sordides et égoïstes...

[Denis Baudoin] Ah non ! Mais nous n'avons jamais...

[Georges Broussine] ...que les autres nations ?

[Denis Baudoin] Nous n'avons jamais dit ça...

[Jean Ferniot] Ce sont des intérêts égoïstes, mais ils ne sont pas sordides, ils sont...

[Georges Broussine] Tout le monde, toutes les nations du Marché commun...

C'est au contraire de trop grands objectifs.

[Georges Broussine] ...toutes les nations du Marché commun défendent, et c'est bien naturel, leurs intérêts, mais maintenant je voudrais vous faire remarquer une chose, parce que je crois qu'il ne faut quand même pas dramatiser le débat. Il est certain que, pour réussir à faire des progrès dans le sens du Marché commun, c'est-à-dire pour que les six pays puissent faire chacun des sacrifices, il faut qu'il y ait un effort. Et cet effort, on l'a vu dans le passé, on l'a vu le 14 janvier 1962 lorsque les Six ont signé les accords agricoles, on l'a vu même à la signature du traité de Rome, et bien, tous ces accords entre les Six ont été signés après des crises extrêmement difficiles, après des périodes délicates dans lesquelles tout était dix fois rompu, tout était dix fois rétabli. Alors, il est possible que nous assistions au même spectacle aujourd'hui mais tout de même, c'est un peu plus grave parce que la question que je me pose est la suivante. Pour moi, il est certain qu'en voulant donner une espèce de priorité à la mise en œuvre du Marché commun agricole qui est décidée en principe depuis deux ans, De Gaulle veut réaliser la Communauté européenne, c'est-à-dire qu'il fait preuve d'une volonté politique européenne. Cette volonté politique existe-t-elle encore chez ses partenaires et, comme vous le disiez tout à l'heure vous-même, Baudouin, chez les tiers ? Est-ce que les États-Unis et les Anglais veulent laisser se développer cette Europe unie... ?

[Denis Baudoin] Mais enfin, écoutez, il n'y a pas que les États-Unis et l'Angleterre ! Et la Hollande et la Belgique ?

[Georges Broussine] ...c'est une question que je peux me poser. Et je souhaite simplement qu'au bout du compte la volonté européenne l'emporte parce que c'est au fond l'avenir de l'Europe qui est en jeu.

[Denis Baudoin] On veut bien l'Europe, mais à sa manière et non pas en y associant tout le monde. Bien. Mais enfin, revenons aux faits. Moi, ce qui me frappe, c'est que, et j'en reviens là aux affaires intérieures françaises qui pèsent directement sur l'affaire de Bruxelles. On nous a proposé un plan de stabilité. Ce plan de stabilité est fait pour équilibrer, dans le Marché commun, l'économie française. Or, tout à coup, depuis quinze jours, trois semaines, nous assistons à quoi ? À un durcissement du plan, comme si nous voulions nous mettre dans un régime d'autarcie. Absolument. Et alors, vous le savez parfaitement, ça a été dit par tous les journalistes, qu'on avait étudié de très près les conséquences d'une rupture du Marché commun à l'Élysée. Et comment expliquer par exemple cette mesure, très curieuse, du relèvement du taux de l'escompte, si ce n'est justement dans le cas d'une économie autarcique pour ramener les capitaux ?

[Georges Broussine] Mais moi, j'ai l'impression, mon cher Baudouin, que votre argument tombe à faux parce que je crois que tous les pays du Marché commun, et les pays qui sont d'ailleurs hors du Marché commun comme l'Angleterre, prennent des mesures pour lutter contre l'inflation et personne ne pense...

[Denis Baudoin] Ah, mais non ! Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

[Georges Broussine] ...que la lutte contre l'inflation que le gouvernement italien essaye de mener...

[Denis Baudoin] Me faites pas dire ce que je n'ai pas dit.

[Goerges Broussine] Le plan de stabilisation, c'est la lutte contre l'inflation...

[Raymond Thévenin] Messieurs, messieurs, ne mêlons pas tout, en effet, on va pas parler du plan de stabilisation.

[Jean Ferniot] Il est certain...

[Raymond Thévenin] Jean Ferniot.

[Jean Ferniot] ...la réussite du Marché commun agricole amènera une augmentation des prix agricoles en France, c'est incontestable. Mais cela n'est pas le problème, ne les mélangerons pas en effet. Il s'agit de savoir, dans cette négociation, à qui le Marché commun profite. Il est certain que le Marché commun profite à la France, et je m'en réjouis, et est défavorable à l'Allemagne.

[Georges Broussine] Mais pas du tout !

[Jean Ferniot] Pardon.

[Georges Broussine] Mais pas du tout, le Marché commun n'est pas défavorable à l'Allemagne.

[Jean Ferniot] Le Marché commun agricole.

Agricole ! Si, si...

[Jean Ferniot] Le Marché commun agricole.

[Georges Broussine] Oui, mais il faut voir l'ensemble.

[Jean Ferniot] Et je me pose la question de savoir justement dans quelle mesure ces désagréments ne seront pas compensés par autre chose. À mon sens, il ne peuvent être compensés que par une politique européenne. Et cette politique européenne, nos partenaires n'ont pas confiance. Cela dit, ma position personnelle est que, si ce Marché commun agricole doit se faire, c'est en effet un pas vers l'Europe.

[Raymond Thévenin] Messieurs, je vous remercie, et j'en profite pour annoncer que cette tribune aura lieu toutes les semaines dans l'émission « Dix millions d'auditeurs », à vous, André Lang.

[André Lang] Merci, Raymond Thévenin. À vendredi prochain donc. Je vous rappelle qu'au cours de cette courtoise discussion vous avez entendu au cours de notre tribune politique Georges Broussine de « La Nation », Jean Ferniot de « L'Express » et Denis Baudouin du journal « L'Indépendant » réunis autour de Raymond Thévenin.